

Olivier BECHT



Refonder ou Périr

PARTIE 4

Un nouveau modèle économique

La première priorité d'un pays, c'est la prospérité, car c'est elle qui conditionne tout le reste. Sans richesse, il n'y a ni modèle social, ni système de santé, ni sécurité, ni rayonnement possibles. On ne partage que ce que l'on a d'abord produit. Or, à parcourir la France, on comprend vite que le problème n'est pas que les Français ne travailleraient pas, ou mal : c'est qu'on les empêche de produire.

Après des années de croissance molle, la France doit donc renouer avec une croissance dynamique, comme savent le faire certains de ses voisins. L'Espagne tournait récemment autour de 3 % de croissance quand nous peinions à dépasser un. Or deux points de croissance en plus, ce sont près de 70 milliards de richesse supplémentaire chaque année pour le pays, de quoi financer nos hôpitaux, nos écoles, nos armées sans alourdir la dette. Cette richesse, il faut aller la chercher. Et tout commence par l'énergie.

Une énergie abondante et bon marché

Il n'y a pas de prospérité sans énergie abondante et peu chère ; c'est le sang de toute économie. De même que la France s'est lancée il y a 70 ans dans le nucléaire civil, qui lui a donné son indépendance électrique et des décennies d'électricité parmi les moins chères d'Europe, elle doit se lancer aujourd'hui dans une nouvelle révolution : celle des carburants de synthèse.

Ces carburants se fabriquent en combinant de l'hydrogène, produit en cassant la molécule d'eau grâce à une électricité décarbonée, avec du carbone capté dans l'atmosphère ou aux cheminées de nos industries. Ils remplacent, sans qu'il faille transformer les moteurs, le kérosène, le fioul, l'essence et le diesel, mais sans une goutte de pétrole. Ces carburants de synthèse sont aujourd'hui trop chers car il n'y a pas de production de masse. C'est comme le nucléaire, une seule centrale coûte trop cher, mais en construire 10 rend l'électricité rentable. Il faut donc massifier. C'est un effort colossal, qui mobilisera la Nation pendant 20 ans, près de 150 milliards d'investissement et un développement massif de notre production électrique, nucléaire et renouvelable. Mais l'enjeu en vaut la peine.

Car au bout de ce chemin, la France deviendrait le premier producteur d'énergie d'Europe, et surtout pleinement indépendante. Plus jamais nos usines et nos ménages ne seraient à la merci d'un choc géopolitique, d'une guerre lointaine ou de la fermeture d'un détroit. Nous économiserions plus de 60 milliards d'importations chaque année, de quoi rééquilibrer à lui seul notre commerce extérieur. Nous atteindrions aussi la neutralité carbone dès 2045, 5 ans avant l'échéance que s'est fixée le monde à Paris. Championne du climat, la France pourrait alors vendre sa technologie au reste de la planète, et agir ainsi, concrètement, pour la Vie.

Cette indépendance énergétique sera complétée par une reconquête de notre autonomie en matières premières. Il

faudra mener une véritable diplomatie des métaux pour ceux que nous n'avons pas, et rouvrir notre propre sous-sol pour ceux qu'il recèle encore. Non pas la mine d'hier, brutale et polluante, mais une mine verte, respectueuse de l'environnement et des riverains, dont le délai d'ouverture sera ramené à 2 ans, avec une société nationale chargée de constituer nos stocks stratégiques. Le lithium dort sous nos pieds. Il peut faire pour ce siècle ce que le charbon fit pour les précédents.

Libérer les énergies du pays

La croissance suppose aussi de défaire un piège que nous avons nous-mêmes tendu : celui des normes. Il en existe aujourd'hui plus de 400 000, et il s'en trouve toujours une, quelque part, pour empêcher d'agir. Tout est devenu compliqué. Face au risque juridique permanent, l'entreprise hésite, l' élu local renonce, le pays se paralyse. La moitié de ces normes et des procédures sera supprimée en 2 ans.

Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas de renoncer à nos exigences en matière de sécurité, de santé ou d'environnement. Il s'agit de changer de logique, de faire confiance, de fixer à chacun un résultat à atteindre en lui laissant la liberté des moyens. Le chef d'entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés, l'industriel de celle de ses produits : faut-il vraiment, par-dessus, des dizaines de milliers de pages de codes qui prétendent tout régenter dans le détail ? Faut-il sur-transposer systématiquement chaque directive européenne, au risque de créer une concurrence déloyale au sein même de

l'Union, ou exiger des centaines de pages pour un modeste marché public ? Assurément non.

Reconquérir notre souveraineté

Ces premières marches gravies, l'énergie, les matières premières, les normes, ouvrent la voie à la grande affaire : la réindustrialisation. Dans un monde de chocs comme le nôtre, la France doit redevenir capable de subvenir elle-même à cinq besoins vitaux : se nourrir, se soigner, se défendre, se déplacer et se loger. Rester ouverte au commerce, bien sûr, mais avec cette certitude que, si les frontières venaient à se refermer brutalement, l'essentiel serait là, sur notre sol.

La première chose à faire est de protéger nos marchés de la concurrence déloyale. Chaque loi devra comporter des mesures miroirs : tout produit qui entre sur notre territoire doit respecter les normes que nous imposons à nos propres producteurs. Je me suis battu face à la Commission européenne lorsque j'étais ministre du commerce extérieur, et je sais combien c'est difficile. Mais il faut désormais l'imposer, quoi qu'il en coûte politiquement, sans quoi tout effort de souveraineté agricole et industrielle restera vain. Il faut aussi renforcer massivement les contrôles aux frontières, car une règle dont on ne vérifie jamais l'application ne sert à rien.

Reconquérir notre souveraineté, c'est aussi repenser nos filières, parfois jusqu'à l'absurde. Nous sommes les premiers producteurs mondiaux de lin, et nous ne tissons pourtant

presque plus une seule chemise sur notre sol : la valeur ajoutée s'en va en Chine ou en Inde, avant que le textile ne nous revienne, fini, pour être vendu chez nous. Nous avons la matière première et le marché : reconstruisons les machines et tissons en France ce que nos propres champs font pousser. Le même combat vaut pour notre alimentation, qu'il faut penser comme une filière entière, des agriculteurs aux industries de transformation jusqu'à la distribution.

Cette agriculture devra rester productive et de qualité, pour assurer notre indépendance tout en permettant à ceux qui nous nourrissent de vivre dignement de leur métier. Cela suppose de régler la question de l'eau, de réformer une indemnisation des aléas climatiques qui fragilise des exploitations à la trésorerie tendue, d'accompagner les filières en surproduction comme on accompagne une entreprise en difficulté, et de généraliser l'étiquetage de l'origine pour que le consommateur sache enfin ce qu'il achète. Elle sera aussi régénératrice, soignant les sols, les haies et les bois par un entretien qui pourra être rémunéré par des contrats locaux. Et là où il faudra installer de nouvelles activités, nous saurons déroger à la règle du zéro artificialisation nette, qui ne doit pas devenir le prétexte à tout interdire : protéger la terre agricole, oui, mais sans figer le pays ni l'empêcher de produire.

Dans tous ces chantiers, nous privilégierons ce qu'on peut nommer l'économie de la Vie : la santé et les nouvelles thérapies, l'agriculture saine, les véhicules propres, l'acier et l'aluminium verts produits chez nous face aux

importations chinoises et américaines. Nous donnerons une place particulière à l'outre-mer, avec trois grands projets industriels, l'un dans la Caraïbe, l'un dans l'océan Indien, l'un dans le Pacifique, accompagnés des formations qui les feront vivre. Et pour protéger cette souveraineté durement reconquise, nous interdirons le rachat de nos entreprises stratégiques par des puissances étrangères, tout en renforçant notre intelligence économique contre les intrusions et les campagnes de dénigrement parfois orchestrées depuis l'étranger. Car à quoi servirait de réindustrialiser, si le dernier maillon de la chaîne pouvait demain passer sous le contrôle d'un autre État ? Et là où il faudra implanter de nouvelles usines, nous libérerons des terrains non agricoles avec ce même esprit de dérogation qui a permis de reconstruire Notre-Dame de Paris en 5 ans.

Renouer avec les grands défis

La France renouera enfin avec ces grands programmes qui ont fait sa fierté au temps du Concorde, d'Ariane et du TGV, et qui manquent tant à notre époque. Elle se donnera trois défis, pour redevenir leader mondial là où se joue l'avenir.

Les technologies médicales d'abord, pour vaincre en 10 années le cancer et faire reculer de manière décisive les maladies neurodégénératives comme Alzheimer ou Parkinson, afin que chacun vive plus longtemps et en meilleure santé.

L'intelligence artificielle et l'ordinateur quantique ensuite, en donnant la capacité à nos jeunes entreprises de devenir des « Airbus du numérique » qui nous libéreront de notre dépendance aux géants américains et chinois. Si nous avons manqué les premières marches de l'internet et de l'IA, nous pouvons, nous devons même, devenir les leaders du quantique et de la nouvelle génération d'intelligence artificielle qui évoluera sur des supports quantiques.

Le spatial enfin, avec une ambition différente de la Lune ou de Mars : concevoir un vaisseau non habité capable d'aller vers d'autres étoiles. L'objectif n'est pas simplement de poursuivre notre quête de réponses sur les mystères de l'univers et de la Vie mais aussi de bénéficier des retombées des programmes spatiaux. Ces programmes ont souvent transformé la vie de tous les jours : le programme lunaire des années 1960 et 70 a permis l'émergence du numérique américain, en France les programmes spatiaux ont permis de découvrir cette fibre de carbone française que l'on retrouve aujourd'hui dans nos vélos et nos voitures. Comme il n'existe aucune énergie aujourd'hui capable de se déplacer aussi loin, la recherche technologique qu'un tel programme impliquera changera forcément à terme nos propres modes de déplacement : plus loin, plus vite, sans polluer.

Pour relever ces défis et bien d'autres, je souhaite ainsi refonder notre modèle de recherche, dans un cadre que nous nommerons DEF-I-TECH, prolongeant France 2030 et les programmes d'investissements d'avenir mais en finissant le saupoudrage pour concentrer l'effort sur nos grandes

priorités technologiques. Il s'agit de marier le public et le privé autour d'appels à projets ambitieux, et de porter progressivement l'effort de recherche à 3 % de notre richesse nationale. La France doit redevenir une grande puissance scientifique, en s'appuyant sur ses organismes de recherche et ses universités, en soutenant ses grandes infrastructures, et en allant résolument vers les innovations de rupture. Nous créerons un statut de chercheur-entrepreneur, pour qu'un scientifique puisse fonder son entreprise sans renoncer à son poste, et y revenir s'il le souhaite. Trop de découvertes françaises sont aujourd'hui exploitées ailleurs, faute d'un pont entre le laboratoire et l'entreprise. Ces chantiers mobiliseront la Nation pendant des décennies. Nos enfants y travailleront encore, et en recueilleront les fruits, comme nous recueillons ceux des défis lancés par nos parents.

Pour y parvenir, il nous faudra relever le taux d'activité du pays, et d'abord faire en sorte que le travail paye.

Augmenter le pouvoir d'achat de plus de 25 % en 10 ans

Remettre l'Humain au cœur de l'économie, c'est aussi remettre le salarié au centre du partage des richesses. Les révolutions technologiques de ces dernières décennies ont favorisé le capital au détriment du travail : l'intelligence artificielle, le cloud, les biotechnologies exigent des investissements massifs, et concentrent les profits entre les mains de ceux qui les financent. Aux États-Unis, 10 % de la population détiennent désormais plus de 70 % de la

richesse. Une telle concentration n'est pas acceptable en France, car elle brise le pacte qui tient la Nation.

Plutôt que d'alourdir sans cesse l'impôt sur ceux qui investissent, au risque de les voir partir et d'aggraver notre retard, nous associerons les salariés à la valeur qu'ils créent en les faisant devenir actionnaires de leur entreprise. Nous renforcerons l'intéressement et la participation, jusqu'à l'actionnariat salarié, sans droit de vote en assemblée pour sécuriser les PME mais avec une voix au conseil d'administration, et nous lèverons l'obligation de bloquer les fonds cinq ans. Pour les entreprises qui ne peuvent ouvrir leur capital, les primes de partage de la valeur seront fusionnées et leur avantage fiscal et social relevé, jusqu'à plusieurs milliers d'euros par an, en faveur surtout des petits salaires. Ainsi le pouvoir d'achat des Français pourra croître de plus de 25% en 10 ans, par les fruits de leur travail et non par la seule redistribution.

Nous instaurerons aussi un «bouclier travail»: toute augmentation de revenu devra bénéficier en net pour 60% au salarié, et non 40% comme aujourd'hui, car travailler plus doit toujours, et visiblement, signifier gagner plus.

Refonder l'école et la formation

Pour relever ces défis, il ne nous faudra pas que du travail, il nous faudra aussi des compétences. Il faudra retrouver une vraie culture de l'effort, ce que j'appelle la rigueur de l'astronaute, cette précision du travail bien fait

où la moindre erreur de calcul envoie la fusée sur une orbite sans retour. Nous refonderons notre système d'éducation et de formation pour bâtir une économie de la connaissance et replacer la France dans les 10 premiers pays au classement PISA. École publique comme privée veilleront à la mixité tout en visant l'excellence, et un service public numérique de l'éducation, du CP à l'université, offrira à chaque élève une leçon type pour chaque cours, afin de réviser, d'approfondir ou d'apprendre.

Nos méthodes seront réformées vers plus de transversalité, pour apprendre à réfléchir, créer et innover plutôt qu'à emmagasiner, et l'intelligence artificielle deviendra un outil quotidien de l'élève comme du professeur, qui devra aussi en maîtriser les dangers. Les établissements seront dotés de l'autonomie de recruter les enseignants les plus motivés selon leur projet pédagogique, pour qu'aucune classe ne reste sans professeur compétent dans sa matière.

Parce que nous confions notre jeunesse à nos enseignants, ce métier doit redevenir un métier que l'on choisit, et non que l'on accepte faute de mieux : il n'est plus tolérable de recruter des professeurs en quelques entretiens au mois d'août pour boucher les trous de la rentrée. Ils seront formés dès la première année d'université dans de véritables écoles normales recréées, axées sur la pédagogie autant que sur les savoirs, leur gestion sera décentralisée au niveau des territoires. Pour revaloriser la profession, leurs salaires retrouveront l'écart au salaire minimum d'il y a 30 ans, 1,8 SMIC pour un professeur des écoles et 2,3 pour un agrégé

en début de carrière, contre 1,5 et 1,8 aujourd'hui, effort financé notamment par la baisse de la démographie scolaire.

Parce que tout se joue dès l'école élémentaire, le brevet des collèges laissera place à un brevet primaire, garantissant que nul ne sorte du primaire sans savoir lire, écrire, compter et connaître les valeurs de la République. Une classe passerelle, après le CM2, donnera à ceux qui en ont besoin une année entière pour entrer au collège sur de bonnes bases. Un plan « mathématiques et sciences » relèvera le niveau au collège et au lycée, avec un examen de sciences en fin de collège. On y réapprendra aussi les savoir-être, le respect et la canalisation de la violence, car aucun savoir ne se transmet dans le chahut, et c'est dès l'école que se bâtit ce mouvement de civilisation qui prévient les violences de demain.

Pour que l'excellence ne soit plus réservée à quelques-uns, des classes Prépa-Talents se multiplieront dans les quartiers prioritaires afin de préparer les jeunes de tous horizons aux concours des grandes écoles, et tous les concours de la fonction publique seront ouverts sans condition de diplôme, pour briser la dictature du diplôme et fonder la promotion sur la seule valeur, comme dans l'armée. Parcoursup sera supprimé et remplacé par une épreuve complémentaire au baccalauréat, propre à chaque spécialité, conditionnant l'entrée à l'université, en grande école, en IUT ou en BTS, dont les places seront ajustées aux besoins réels de l'emploi, pour une sélection au mérite et non par un algorithme aux critères flous. Les classes préparatoires seront revalorisées par une équivalence avec

l'année universitaire, afin que les non-reçus aux concours poursuivent leur cursus sans perdre de temps.

Vingt ans après la loi LRU, les universités recevront une autonomie réelle sur leur masse salariale, leurs recrutements et la fongibilité de leurs crédits, liberté étendue à leurs organismes de recherche, dont les directeurs fixeront les salaires des chercheurs dans des budgets enfin pluriannuels. Avec le monde économique, l'État se dotera d'un vrai plan de prévision des compétences : un plan Ingénieurs pour doubler le nombre formé chaque année, de 45 000 à 90 000 d'ici 7 ans, et un plan Techniciens pour former par l'apprentissage, au sein même des entreprises, plus de 1,5 million de personnes dans les métiers dont elles ont besoin, les salariés les plus âgés ou en difficulté de santé y jouant un précieux rôle de transmission. Enfin, nous recréerons des doctorats d'État, sur un temps long, en salariant les doctorants comme attachés de recherche pour permettre des thèses ambitieuses et de futurs prix Nobel, avec des bourses pour les post-doctorants afin de capter les talents, et un statut de chercheur-entrepreneur autorisant les allers-retours entre l'université et l'entreprise sans perte du statut public.

Un fonds souverain français

Pour financer ces chantiers colossaux autrement que par la dette de l'État, nous créerons un fonds souverain français, le « Fonds Marianne ». Chaque année, plus de 300 milliards de l'épargne des Français s'en vont vers

des fonds américains ; rien ne justifie qu'ils ne profitent pas d'abord à nos propres entreprises. Le Fonds Marianne accueillera à terme un cinquième de l'épargne nationale, plus de 1 200 milliards, ce qui en ferait l'un des plus grands fonds souverains du monde, investi exclusivement sur notre sol, en métropole comme en outre-mer, avec un capital et une rémunération garantis par l'État et exonérés de droits de succession si ce capital y reste placé 7 années après la succession.

Tout cela a un but qui dépasse les chiffres : réparer l'ascenseur social. Permettre aux jeunes d'espérer une vie meilleure que celle de leurs parents. Augmenter le reste à vivre des plus modestes comme de cette classe moyenne qui fait tourner la France et qui, pourtant, peine au quotidien. Permettre à chacun de se constituer un petit patrimoine et de le transmettre à ses enfants sans être écrasé par les droits de succession. Cette prospérité retrouvée nous donnera alors les moyens de refonder un modèle social lui aussi fondé sur l'Humain et la Vie.